

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 29 – du 18 juillet au 25 juillet 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : LIBAN - LE DÉFI DU FINANCEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

Même avant la crise, les banques libanaises finançaient peu le secteur privé productif. Le modèle économique libanais favorise en effet les activités rentières (immobilier, tourisme, importations) au détriment de l'économie productive. Le secteur industriel a représenté près de 10% du volume de prêts entre 2015 et 2021, contre 17% pour la construction et 33% pour les services. Si certaines entreprises de taille intermédiaire (ETI) parvenaient à se financer partiellement via les banques, et certaines microentreprises via le secteur de la microfinance, les PME souffraient d'un large déficit de financement. Le secteur des startups a fait figure d'exception, ayant bénéficié d'une politique dédiée de la Banque du Liban.

LE CHIFFRE À RETENIR

10%

**PART DU SECTEUR INDUSTRIEL
DANS LE VOLUME DES PRÊTS
ENTRE 2015 ET 2021**

Les contraintes de financement des entreprises ont été fortement exacerbées par la crise. D'abord, le secteur bancaire, qui s'est effondré en 2019, a stoppé toute activité de prêt. La dépréciation brutale de la livre (-98% par rapport au dollar depuis 2019) a toutefois permis au secteur privé de se désendetter très fortement, en remboursant ses prêts au taux de change officiel. Ensuite, les bailleurs spécialisés dans le financement du secteur privé (BERD, BEI, SFI, Proparco, etc.), qui avaient prêté et/ou investi dans des banques libanaises, ont décidé de suspendre leurs activités de financement tant qu'un programme FMI n'aura pas été adopté. Enfin, la crise de l'électricité a nettement dégradé les capacités d'autofinancement des entreprises, du fait du coût exorbitant des groupes électrogènes (0,5 \$/kWh, contre une moyenne mondiale de 0,16 \$/kWh), ce qui entraîne un effet d'éviction vis-à-vis de l'investissement productif.

Les besoins se situent surtout au niveau des ETI et PME industrielles. Le tissu productif libanais est embryonnaire (ses exportations représentant 7% du PIB avant crise) mais diversifié (agroalimentaire, pharmaceutique, chimie, matériel électrique, papier/bois). La chute de la livre a globalement amélioré la compétitivité-coût (bien que les coûts énergétiques aient pesé en sens contraire), mais la plupart des PME n'ont pas réussi à accroître leur production ni à la réorienter à l'export. La pénurie de financement contraint en effet les entreprises à privilégier l'autofinancement et empêche de mener des investissements significatifs, de financer le besoin en fonds de roulement et de s'insérer dans le commerce international, dans un contexte de risque pays maximal. L'activité est maintenue à des niveaux très faibles, alors que la petite taille de la majorité des établissements est un frein à leur modernisation et que leurs coûts demeureront élevés sans la réalisation d'économies d'échelle.

Dans ce contexte, et en l'absence de restructuration du secteur bancaire, des réflexions ont été engagées par les bailleurs pour créer les conditions de leur réengagement. Des financements directs pourraient être apportés aux ETI les plus viables, dont les revenus sont en grande majorité effectués à l'export et qui génèrent des dollars « offshore » (à l'instar du prêt de 15 M\$ que vient d'accorder la SFI au groupe MAN). Par ailleurs, un fonds de dette dédié au financement d'opérations de solarisation, initié par USAID (qui apporte 4 M\$ en don servant de garantie de première perte), vise une première levée de fonds à hauteur de 16 M\$. Le financement des PME libanaises (« mésfinance ») demeure toutefois un angle mort de l'action des bailleurs. L'UE prévoit certes de déboursier plusieurs dizaines de millions d'euros de don en soutien aux PME, mais ses programmes consistent avant tout en de l'assistance technique, alors que les PME font état de besoins de financement en dette. Les bailleurs doivent encore sécuriser un mécanisme – à l'instar du Fonds européen pour le développement durable (FEDD+) – leur permettant d'opérer malgré le niveau élevé du risque pays.

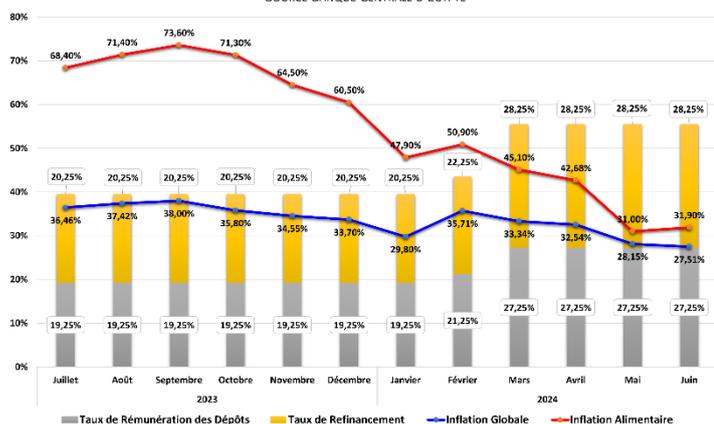
Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. LA BANQUE CENTRALE MAINTIEN SES TAUX DIRECTEURS

Le comité de politique monétaire de la [Banque centrale d'Égypte](#) a maintenu le 18 juillet 2024 ses taux directeurs inchangés (taux de rémunération des dépôts à 27,25 % et taux de refinancement à 28,25 %), soulignant une légère baisse de l'inflation de 35,71 % en glissement annuel en février à 27,51 % en juin. Cette décision intervient alors que l'inflation alimentaire annuelle a connu une baisse significative à 31,9 % g.a. en juin, contre 73,6 % en septembre dernier. La croissance du PIB reste quant à elle modérée à 2,2 % au T1 2024 (après 2,3 % au T4 2023).

ÉVOLUTION DES TAUX DIRECTEURS ET DE L'INFLATION EN 2023/2024
SOURCE BANQUE CENTRALE D'ÉGYPTE



2. FERTIGLOBE REMPORTE UN CONTRAT D'EXPORTATION D'AMMONIAC RENOUVELABLE

La société émirienne [Fertiglobe](#) a remporté un contrat de 397 M EUR pour exporter de l'ammoniac renouvelable vers l'Union Européenne. L'ammoniac sera produit dans la zone industrielle de Sokhna, intégrée à la Zone économique du canal de Suez. Le projet débutera en 2027, avec une livraison initiale de 19 500 tonnes, et devrait atteindre une capacité annuelle de 397 000 tonnes d'ici 2033, à un prix de 1 000 EUR la tonne. Initié lors de la COP27 avec un investissement de 417 M USD, le projet « Egypt Green Hydrogen » a permis l'exportation d'une première cargaison d'ammoniac vert vers l'Inde en novembre 2023. En août de la même année, la Zone économique du canal de Suez a facilité la première opération de soutage de carburant vert en Méditerranée orientale et en Afrique.

IRAK

1. INAUGURATION DE L'INTERCONNEXION ÉLECTRIQUE AVEC LA TURQUIE

Le Premier Ministre a inauguré la ligne électrique de haute tension de 400 KV et de 115 km de long reliant le réseau électrique turc à la sous-station électrique d'Al-Kisk à l'ouest de Mossoul. Avec une capacité de 300 MW, l'interconnexion électrique avec la Turquie alimentera les provinces nord de Ninive, Salahuddin et Kirkuk. Cette interconnexion s'inscrit dans la stratégie irakienne de diversification de son approvisionnement extérieur en électricité, dans un contexte de production nationale insuffisante. Le projet est complémentaire aux interconnexions électriques avec la Jordanie et avec les pays du Golfe. En avril dernier, le ministre irakien de l'Électricité avait inauguré la 1^{ère} phase d'interconnexion avec la Jordanie, d'une capacité initiale de 50 MW, avec un objectif de 500 MW en phase finale. Des projets d'interconnexions sont également en cours de réalisation avec le Conseil de Coopération du Golfe (CCEAG) et l'Arabie Saoudite. Le projet porté par le CCEAG consiste en la construction d'une ligne haute tension de 400 KV de 295 km de long reliant la sous-station électrique d'Al Wafra au Koweït à Al-Fao. La ligne haute-tension en construction aura, dans une première phase, une capacité de 500 MW d'ici fin 2024. La capacité de transport d'électricité sera portée à 1,8 GW en phase finale. L'interconnexion avec l'Arabie saoudite est au stade des études et a pour objectif une capacité initiale de 1 GW. Selon le ministère irakien de l'Électricité, le déficit de production d'électricité peut atteindre 10 GW en période de chaleurs extrêmes. Début juillet, le Ministre de l'Électricité indiquait que la capacité effective de production d'électricité avait atteint 27 GW, en augmentation de 3 GW par rapport à l'année précédente. 80% de la production nationale d'électricité est assurée par des centrales alimentées au gaz. Le gaz iranien importé pour alimenter les centrales, auquel s'ajoutent les importations d'électricité en provenance d'Iran, représentent près de 40% de la production nationale d'électricité.

2. PROLONGATION DE L'ACCORD AVEC LA JORDANIE POUR LA FOURNITURE DE PÉTROLE

Le Gouvernement irakien a approuvé fin juillet la prolongation de l'accord de fourniture de pétrole à la Jordanie jusqu'en juin 2025. L'accord initial, signé en mai 2023 pour une durée d'un an entre le ministère du Pétrole irakien et le ministère de l'Énergie et des Ressources minérales jordanien, avait

été prolongé de 3 mois en mai 2024. L'accord portait sur la fourniture par l'Irak de 10 000 barils/jour (b/j) de pétrole livré par camions depuis Kirkuk jusqu'à la raffinerie jordanienne de Zarqa près d'Amman. Le volume avait été porté à 15 000 b/j à compter d'août 2023, représentant 10% des besoins en pétrole de la Jordanie. L'Irak vend ce pétrole à un prix avantageux pour la Jordanie.

3. RÉCOLTE RECORD DE BLÉ (6,3 M T)

Le Directeur général de l'entreprise publique *General Company for Grain Trade* a indiqué que l'Irak avait enregistré une récolte de blé record de 6,3 millions de tonnes. Le ministre du Commerce avait indiqué en mars dernier que le pays avait constitué une réserve stratégique de blé correspondant à 6 mois de consommation nationale.

IRAN

1. IMPACT DU PIC DE CHALEUR SUR L'INDUSTRIE IRANIENNE

La vague de chaleur que traverse l'Iran (entre 48 et 55° Celsius) devrait durer encore deux semaines et affecter la production dans des proportions inédites. Alors que le Ministre de l'énergie, Ali Akber Mahrabian, assure que, si l'ensemble du réseau électrique est en alerte rouge, la situation demeure sous contrôle, la CCI de Tabriz, l'une des plus importantes du pays, signale que les principaux sites industriels de la région pâtissent d'une chute de 55% de l'alimentation électrique. Le cas le plus critique serait celui de la sidérurgie, laquelle, lorsqu'elle n'est plus en mesure de maintenir la température de 1000° Celsius indispensable au laminage de l'acier, est contrainte d'interrompre complètement la production. Les industriels du secteur envisagent d'attaquer en justice le fournisseur public d'électricité Tavanir, qui s'était contractuellement engagé à assurer un niveau d'alimentation minimum des sites industriels.

2. IMPORTATION DE VIANDE

Répondant aux reproches des producteurs locaux, le Ministère de l'agriculture a rappelé que l'aide accordée par le gouvernement iranien, via les allocations de devises, à l'importation de viande étrangère, évaluée à 350 MUSD, demeurerait très nettement inférieure aux investissements consentis par l'État afin de développer la production locale (environ 5 Mds USD). Le Ministère a en outre assuré que les importations de viandes avaient pour seul objectif de combattre la hausse des prix en compensant l'incapacité de la filière locale à mettre sur le marché des quantités suffisantes de viande.

L'Iran importe actuellement 8 000 à 10 000 tonnes de bœuf, essentiellement en provenance du Brésil, pays qui lui fournit également l'essentiel des tourteaux de soja nécessaires à l'alimentation de son cheptel bovin.

3. OBSTACLES AU COMMERCE ENTRE L'IRAN ET L'IRAK

Le Président de la CCI Iran-Irak estime que les échanges entre les deux pays demeurent très inférieurs à leur potentiel en raison de deux obstacles à ce jour incontournables :

- d'une part, l'inscription de l'Iran sur la liste noire du GAFI, qui limite considérablement les échanges interbancaires entre les deux voisins ;

- d'autre part, la pression croissante de Washington sur Bagdad, qui encadre de plus en plus strictement le transfert de dollars américains d'Irak vers l'Iran, à la suite du non renouvellement des « waivers » dont bénéficiaient, jusqu'à une date récente, certains opérateurs.

ISRAËL

1. ENERGEAN VA INVESTIR 1,2 MD\$ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU CHAMP GAZIER DE KATLAN

La société grecque Energean a annoncé le 23 juillet à la bourse de Londres et de Tel Aviv sa décision finale d'investissement estimée à 1,2 Md\$ pour développer le projet offshore gazier de Katlan, situé au large d'Israël non loin des champs gaziers de Karish et Tanin. Les travaux d'aménagement à 1,8 km de profondeur seront réalisés par la multinationale TechnipFMC, qui raccordera les quatre puits à une ligne de production d'environ 30 km et à l'unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) d'Energean. La mise en service du gaz est prévue pour le premier semestre 2027. Les réserves prouvées et probables de Katlan sont estimées à 1,10 trillion de pied cubes.

2. WIZ REJETTE FINALEMENT L'OFFRE D'ALPHABET

Les quatre fondateurs de Wiz, société israélienne spécialisée dans la sécurité du cloud, ont finalement décliné l'offre d'achat par Alphabet pour un montant de 23 Mds\$ (cf. brèves n°28-2024), et visent désormais une introduction de la société à la Bourse de New York. Selon la presse économique israélienne, il n'y avait pas d'accord contraignant entre les parties et les négociations en étaient restées à un stade préliminaire. Wiz, qui vise 1 Md\$ de revenus annuels récurrents, préfère ainsi miser sur la croissance interne.

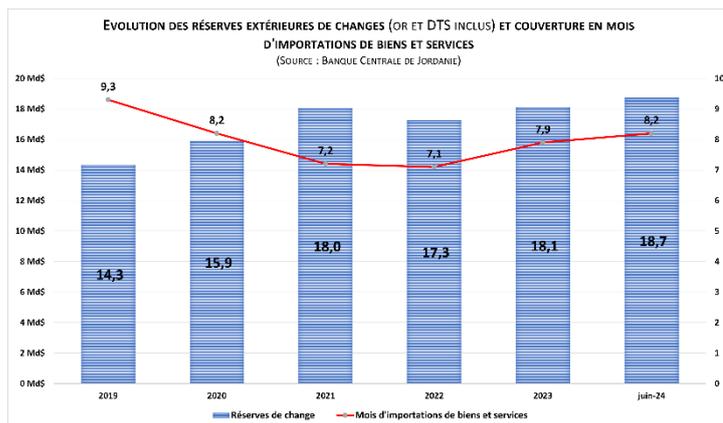
3. LE TAUX D'EMPLOI DES HOMMES ULTRA-ORTHODOXES EN BAISSSE

L'atteinte de l'objectif officiel du gouvernement israélien de 65 % de taux d'emploi des hommes ultra-orthodoxes d'ici 2030 semble s'éloigner. Selon le Bureau central des Statistiques, depuis le précédent record d'emploi des hommes ultra-orthodoxes enregistré début 2023, une baisse de 3,2% a été observée (de 56,7% à 53,5%). Alors que 117 000 hommes ultra-orthodoxes (âgés de 25 à 66 ans) étaient recensés sur le marché du travail fin 2023, ils ne sont plus que 102 000 au deuxième trimestre de 2024, malgré le taux de croissance rapide de la population. La tendance à la baisse du taux d'emploi des hommes ultra-orthodoxes s'ajoute à leur faible productivité par rapport à la population juive non orthodoxe.

JORDANIE

1. BANQUE CENTRALE : HAUSSE DES RÉSERVES DE CHANGE

Selon la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), les réserves de change ont atteint 18,7 Mds USD fin juin 2024, contre 18,1 Mds USD fin décembre 2023, ce qui représente une hausse +3,4 %. Selon les données de la CBJ, les réserves actuelles sont suffisantes pour couvrir 8,2 mois d'importations de biens et de services en Jordanie, contre 7,9 mois fin décembre 2023.



2. LA VALEUR DES ACTIFS DU SSIF ATTEINT 15,5 MDS JOD FIN JUIN

La valeur des actifs du fonds d'investissement de la sécurité sociale (SSIF) a atteint 15,5 Mds JOD (21,9 Mds USD) à la fin du deuxième trimestre de 2024. Le portefeuille du SSIF est majoritairement composé d'obligations (57,5 %), mais aussi d'actions (15 %), de titres des marchés monétaires (14,8 %), d'actifs immobiliers (5,7 %), de prêts (3,5 %) et d'investissements dans le secteur du tourisme (2,1%). Pour rappel, la valeur des actifs avait atteint

15 Mds JOD (21,1 Mds USD) au T1 2024, 14,9 Mds JOD (21 Mds USD) fin 2023 et 13,8 Mds JOD (19,5 Mds USD) fin 2022.

LIBAN

1. LA SFI OCTROIE UN PRÊT DE 15 M\$ AU GROUPE DE CONSTRUCTION MAN ENTERPRISE

La Société Financière Internationale (SFI, IFC en anglais), branche du Groupe Banque Mondiale dédiée au financement du secteur privé, a annoncé avoir accordé un prêt de 15 M\$ à MAN Enterprise, groupe libanais d'ingénierie et de construction d'infrastructures actif au Liban et à l'international. Dans un contexte d'effondrement du secteur bancaire au Liban depuis 2019, ce financement de la SFI devrait permettre au groupe MAN d'accroître ses activités au Moyen-Orient et en Afrique.

2. FITCH RATINGS MET FIN À SA NOTATION DE LA DETTE SOUVERAINE LIBANAISE

L'agence de notation Fitch Ratings a maintenu le 23 juillet la note de la dette souveraine libanaise de long terme libellée en dollars et en livre (défaut restrictif, « RD »), tout en annonçant interrompre son activité de notation de la dette souveraine libanaise. Cette décision est justifiée par l'absence d'informations et de données économiques et budgétaires sur lesquelles Fitch Ratings fonde sa méthodologie. Le Liban est en situation de défaut sur sa dette souveraine en devises (Eurobonds) depuis mars 2020, sans aucune perspective de restructuration à ce jour.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. AUGMENTATION DE 6,26% DES PRIX DE GROS AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2024

Selon le bureau central des statistiques, l'indice des prix de gros aurait augmenté de 6,26% au deuxième trimestre, portant la hausse cumulée à 18% depuis le début du conflit à Gaza.

Dans le détail, les prix de gros des marchandises (à l'exclusion des véhicules à moteur et des motocyclettes) ont augmenté de 6,98%, ce qui constitue 89% du commerce de gros. Les prix de gros des combustibles solides, liquides et gazeux et des produits connexes ont augmenté de 26,86%, les animaux vivants de 22%, le poisson, la viande et les produits à base de viande de 17,98%, les produits pharmaceutiques et les produits pharmaceutiques de 7,41%.

2. L'AUTORITÉ PALESTINIENNE APPROUVE LE BUDGET D'URGENCE POUR 2024

Le Président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas, a approuvé le budget d'urgence pour l'année fiscale 2024 qui prévoit un déficit public de 6,8 Mds ILS. Avec un total de recettes attendues de 14 Mds ILS, des dépenses totales estimées à 19,4 Mds ILS, et des subventions attendues des pays donateurs d'environ 2,5 Mds ILS, le budget a été calculé en combinant des politiques de consolidation et de développement.

Ce budget, adopté dans un contexte de réformes et de développement de l'Autorité palestinienne, vise à permettre de limiter les dépenses publiques et d'assainir les finances publiques avec notamment une réforme du système de revenus, une relocalisation du service médical, une mise à niveau du secteur de la santé et la rationalisation des frais d'assurance maladie. Cette consolidation budgétaire intervient alors même que les « clearance revenues » versés par Israël diminuent depuis le 7 octobre, passant de 850 à 250 M ISL par mois.

SYRIE

1. LES BANQUES ISLAMIQUES DIVERSIFIENT LEURS INVESTISSEMENTS EN SYRIE

La Banque islamique internationale de Syrie (SIIB) a reçu l'accord de la Banque Centrale de Syrie pour créer deux sociétés opérant dans des secteurs non-

bancaires, à savoir l'industrie du ciment et les services numériques.

Deux autorisations similaires ont été accordées à deux autres banques islamiques, Cham Bank (CHB) et Al-Baraka Bank-Syria (ABBS), pour opérer dans les secteurs du BTP et de l'immobilier.

La Syrie compte quatre banques islamiques, toutes issues du secteur privé et cotées à la Bourse de Damas : ABBS, SIIB, Cham Bank et National Islamic Bank. En juin, une cinquième banque, Al-Madina Islamic Bank, a obtenu son agrément mais n'a pas encore démarré ses opérations.

Le cadre réglementaire offre aux banques islamiques des opportunités d'investissement plus larges que les banques conventionnelles. Le décret législatif n° 35 de 2005, qui a créé les banques islamiques en Syrie, prévoit que les banques islamiques peuvent investir dans de multiples secteurs, créer différents types de sociétés, s'engager dans diverses transactions immobilières et opérer à la bourse de Damas.

En revanche, la loi n° 28 de 2001 prévoit que les banques conventionnelles ne peuvent effectuer des opérations sur que sur des actions et des obligations proposées dans le cadre d'offres publiques primaires, négocier des actions et des obligations cotées à la bourse de Damas et engager des transactions immobilières uniquement liées à leurs opérations.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	394	255	366	522	51	18*	17	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4488	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-6,0	-7,7	-5,5	-4,2	-5,2	-1,3*	-3,0	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	96	49	31	62	114	509	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A3	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	28,1	4,0	30,9	3,0	1,8	41,8	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	49,6	n/a	39,6	47,4	n/a	47,8	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr